



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**Portant mise en demeure à la Société BARDINET, pour ses installations classées au titre des ICPE,
située domaine de Fleurenne 33290 BLANQUEFORT,**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation N°14046/2 délivré le 28 juin 2004 à la société BARDINET pour l'exploitation d'une unité de fabrication, de conditionnement et de stockage de boissons alcoolisées et non alcoolisées sur le territoire de la commune de Blanquefort à l'adresse suivante Domaine de Fleurenne ;

VU l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, qui précise notamment que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2025 détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenu à l'encontre de l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant transmis par mail du 5 décembre 2025, en réponse au projet d'arrêté de mise en demeure transmis en date du 21 novembre 2025 précisant :

- que pour les 3 réserves d'émulseurs positionnées à l'intérieur du bâtiment de production, toutes les eaux d'écoulement sur les sols sont collectées et sont regroupées sur la station d'épuration, disposant d'une cuve de calamité de 90 m³ ;
- qu'une réserve d'émulseur est située au niveau du chai 101, et qu'en de déversement, l'émulseur s'écoulerait vers l'aire de dépotage, pour les citernes, sous rétention de 30 m³ ;

CONSIDERANT que l'établissement est visé par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

CONSIDERANT que l'inspection a constaté, lors de son inspection du 19 novembre 2025, que les cuves d'émulseurs ne sont pas équipées de cuvettes de rétention de capacité suffisante conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

CONSIDERANT que ces dispositifs ne répondent pas aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, dans la mesure où les systèmes mis en œuvre par l'exploitant ne peuvent pas être considérés comme des rétentions passives locales ou déportées permettant de supprimer tout risque de pollution des sols et des eaux souterraines ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société BARDINET, pour son site situé domaine de Fleurenne, de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde.

ARRÊTE

Article premier – Objet.

La société BARDINET, qui exploite une installation classée sur la commune de BLANQUEFORT, domaine de Fleurenne, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en réalisant, **sous 3 mois maximum**, une mise en conformité de ses installations de stockage d'émulseurs avec l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Article 2 – Sanctions.

ans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours.

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 – Publicité.

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet (<http://www.gironde.gouv.fr>) des Services de l'État en Gironde pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution.

Le présent arrêté sera notifié à la Société BARDINET.

Une copie de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Madame le Maire de Blanquefort,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **12 JAN. 2026**

Pour le Préfet, ~~le Préfet~~ délégation
le Secrétaire Général


François DRAPÉ